

AU PRINTEMPS REFLEURISSENT LES XP RH ET LEUR CORTÈGE D'INÉGALITÉS !

Depuis plusieurs semaines nous faisons le constat que le processus d'expérimentation RH se remet en place dans plusieurs centres, que ce soient des CRNA ou des approches. L'administration justifie le recours à ce procédé en prévision de l'été 2022 pour éviter les retards constatés durant l'été 2021. Ces expérimentations sont-elles pour autant justifiées ? Dans quel cadre de dialogue social se mettent-elles en place ? Sont-elles pertinentes dans le contexte budgétaire de la DGAC ? FO vous donne son analyse.

Durant l'été 2021 (juin, juillet et août) la France a été à l'origine de près de 50% des retards en route. Plusieurs causes à cela : des vaccinations souvent imprévisibles contre la COVID, un moindre entrainement des contrôleurs, une variabilité importante du trafic. Face à ce constat, la DO a décidé de prendre des mesures fortes pour ne pas réitérer ce triste record. Elle n'a cessé d'affirmer qu'elle a potentiellement tout ce qu'il lui faut du point de vue réglementaire, dans le cadre de l'arrêté de 2002, pour apporter des solutions sans pour autant faire appel à « la bombe nucléaire » que sont les expérimentations RH. En particulier, la DO comptait sur le recyclage dirigé de détachés, moins sollicités l'été.

Dans tous les cas rappelons que ces expérimentations ne peuvent être mise en œuvre qu'en suivant un processus de concertation entre toutes les OS représentatives et tous les personnels concernés. Il a été parfaitement écrit et détaillé dans le protocole 2016-2019. Il nécessite en particulier la parution d'arrêtés qui encadrent dans le temps l'application de celles-ci.

Mais depuis quelques semaines, force est de constater que tout a volé en éclats :

- Finalement la DO fait appel aux expérimentations et semble n'utiliser que cela pour remédier aux problèmes de retards de cet été.
- Aucune concertation préalable avec l'ensemble des OS n'a eu lieu. Au contraire, une seule OS (plus souple ?) serait consultée.
- Dans plusieurs sites, ces expérimentations seront proposées en CT local, pour un passage en force et la validation de pseudo négociations de couloir entre la DO et une seule OS. Les CT locaux ne seraient-ils que des chambres d'enregistrement d'un dialogue social privatisé ?
- Les consultations des personnels se font par le biais du recours à une société privée ! A quel coût ? Payée par qui ?

Dans ce contexte comment ne pas y voir un aveu de faiblesse de l'administration, après nous avoir garanti avoir tous les outils en main pour éviter ces retards sans passer par les expérimentations ?

Mais ce qui inquiète le plus FO c'est le contexte budgétaire dans lequel vont se programmer ces expérimentations. La DGAC nous explique depuis deux ans que la situation est grave et que l'autonomie de notre budget ne tient qu'à un fil, c'est-à-dire la capacité de démontrer que la DGAC sait s'adapter et maîtriser ses dépenses...

Maintenant la DSNA, avec un endettement de plus de 3 Milliards d'euros, veut remettre en place des expérimentations qui ont été largement critiquées pour leurs coûts !

Que dire à tous les personnels de la DGAC à qui il est demandé de faire des économies sur tout, alors que, d'un autre côté, un processus à plusieurs millions va être réactivé ? Que dire aux contrôleurs des groupes D à G à qui on applique dorénavant des règles d'organisation du travail équivalentes à des expérimentations mais sans aucune contrepartie ?

POUR FO, LES EXPÉRIMENTATIONS RH NE SONT PAS LA BONNE SOLUTION POUR SE PRÉMUNIR DE RETARDS POUR L'ÉTÉ 2022. ELLES GÉNÈRENT UNE INÉGALITÉ MALSAIN DE TRAITEMENT ENTRE LES PERSONNELS, ET PIRE, ELLES RISQUENT D'ATTIRER DE NOUVEAU L'ATTENTION SUR UNE DGAC AUJOURD'HUI PLUS FRAGILISÉE QUE JAMAIS !

